**COMPTE RENDU DU
CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2016**

***République française
Liberté – Egalité - Fraternité***

Département du PAS-DE-CALAIS

Commune d'AUCHEL

Arrondissement de BETHUNE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Le Maire de la Ville d'Auchel certifie que la convocation du Conseil Municipal et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés à la Mairie, conformément à l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Séance ordinaire du 13 décembre 2016

L'an deux mil seize, le treize décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, convoqué le six décembre, s'est réuni en séance ordinaire, en l'Hôtel de Ville d'Auchel, sous la présidence de Monsieur Richard JARRETT, Maire.

Conseillers en exercice :

Etaient présents :Richard JARRETT-Philibert BERRIER-Marie-Pierre HOLVOET-Gladys BECQUART-Michel VIVIEN-Laure BLASZCZYK-Daniel DUFOUR-Jeannot EVRARD-Maryvonne BAYART-Daniel PETIT-Martine DERLIQUE-Serge BOY-Dany DEGARDINS-Richard NOWAK-Marie-Rose DUCROCQ-Brigitte KUBIAK-Alain DELALEAU-Ingrid STIEVENARD-René BECOURT-Véronique CLERY-Guy BETOURNE-Vicky DISSOUS-Hervé DUQUESNE-Carine RENAULT-Bruno ROUX-Christelle DELVILLE-André THELLIER-Jean-Michel ROSE-Michel JACQUET.

Absents ayant donné procuration : France LEBBRECHT à Richard JARRETT-Philippe DUMOULIN à Philibert BERRIER-Christelle FAUCHET à Jean-Michel ROSE.

Etait absente : Véronique LAURENT.

Hervé DUQUESNE a été élu Secrétaire de Séance

ORDRE DU JOUR

Désignation du Secrétaire de Séance.

Approbation du l'ordre du jour.

Résultat du vote : 29 voix pour et 3 abstentions

Approbation du Procès-verbal du 27 Septembre 2016.

Résultat du vote : 27 voix pour et 5 abstentions

Chapitre I – Administration Générale

1 - Mission d'assistance au maître d'ouvrage relative au suivi du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments communaux de la ville d'Auchel

Dans le cadre de l'obligation légale faite aux collectivités territoriales de procéder au choix d'un fournisseur d'électricité, la commune a été amenée à organiser un appel d'offres ouvert relevant du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016.

Le marché confié à l'entreprise adjudicataire est du type non fractionné de fournitures courantes et services et a pris effet au 1^{er} Juillet 2016 pour une durée ferme de 6 mois. Il peut, au gré seul du client, faire l'objet d'une reconduction expresse de trois fois un an.

A ces fins, il convient d'une part d'établir un bilan permettant de définir l'opportunité d'une reconduction et des modalités de sa réalisation, d'autre part d'assurer le suivi de ces reconductions éventuelles et la bonne exécution du marché.

Une consultation a donc été organisée en vue du choix de l'entreprise qui effectuera ces missions dans le cadre d'une assistance à maître d'ouvrage.

Le Bureau d'Etudes Michel Delcourt a été retenu pour un coût total, pour l'analyse et le suivi annuel pendant 3 ans, de 9 630 € TTC.

Sachant que même si la commune était amenée à changer de fournisseur, l'entreprise poursuivra sa mission pour la durée prévue avec son remplaçant, il est demandé à l'assemblée **d'autoriser le Maire à signer tous les actes administratifs et financiers** permettant l'organisation de cette mission telle que décrite ci-dessus pour un coût global de 9 630 € TTC.

Résultat du vote : 31 voix pour et 1 abstention

2 - Missions d'Audit et de Conseil

Le Cabinet NEOPTIM CONSULTING, spécialisé en ce domaine, s'engage à mettre tout en œuvre sur le plan technique et pratique pour mener à bien des missions d'évaluation des possibilités éventuelles de mise en place de leviers permettant des économies et des remboursements de cotisations patronales, selon leurs conditions générales de prestations de services.

L'ordre de mission annexé prévoit 3 dispositions :

- Concernant la période expertisée, le dispositif couvre les 36 mois précédant l'envoi du courrier aux caisses de cotisations ainsi que les 24 mois suivant le remboursement de la régularisation créditrice ;
- Concernant les livrables, le Consultant remettra, pour chaque année visée, trois livrables au Client : le dossier juridique visant l'exonération de cotisations, l'ensemble de ses matrices et tableaux de calculs, les tableaux récapitulatifs de cotisations rectifiés ;
- S'agissant de la facturation, la rémunération annuelle est égale à 35 % HT des économies comptablement encaissées suite à la mise en œuvre des préconisations du Consultant.

Le Conseil Municipal est invité à **autoriser le Maire à :**

- **signer** l'ordre de mission proposé par le Cabinet NEOPTIM CONSULTING, annexé à la présente ;

- **décider de la non poursuite éventuelle de la mission** dans les délais prévus par les conditions générales de prestations de services à l'issue de la remise du rapport d'audit .

Résultat du vote : 30 voix pour et 2 abstentions

3 - Convention de mise à disposition des locaux – SIVOM du Béthunois

Dans le cadre de la politique Jeunesse de la Ville, il est rappelé qu'au titre du transfert de compétence « Centre de Loisirs », le SIVOM du Béthunois est chargé d'organiser les accueils de loisirs. A ce titre, il sollicite la mise à disposition des locaux suivants sur la commune : Ecoles maternelle et primaire Châteaubriand durant la période estivale, écoles maternelle et primaire Victor Hugo durant les petites vacances, la salle Roger Couderc pour la restauration et toute autre salle commune pour la mise en place d'activités sous réserve d'accord préalable des services compétents

C'est pourquoi le Conseil Municipal est invité à **autoriser le Maire à signer la convention** de prêt des locaux rédigée entre les deux parties.

Résultat du vote : Unanimité.

4 - Adoption d'un règlement portant organisation interne de la commande publique et des procédures de marchés publics

Dans le cadre de la réforme de la commande publique annoncée en juillet 2015, deux textes ont été publiés :

- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pris en application de cette ordonnance.

Par ces deux textes, complétés par l'arrêté du 29 mars 2016 (fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics), à compter du 1^{er} avril 2016, l'ancien code des marchés publics en vigueur depuis 2006, est abrogé.

La délibération n°21 du Conseil Municipal prise en date du 19 avril 2016 est donc abrogée.

En ce sens, il est donc nécessaire de rédiger un règlement interne, annexé à la présente délibération, qui définit les modalités de passation des marchés publics de la commune d'Auchel.

Résultat du vote : 29 voix pour et 3 abstentions

5 - Tarifs communaux pour l'année 2017

Le Conseil Municipal est invité à :

- **approuver** les différents tarifs communaux à appliquer **pour l'année 2017**, tels que définis en annexe. Il est à préciser que s'agissant des tarifs liés à la gestion de la piscine, ceux-ci sont donnés à titre indicatif et seront instaurés par la Communauté d'Agglomération de l'Artois au titre du transfert de la compétence.

En outre, les avantages et les réductions liés à la carte jeune 2016/2017 (délibération n° 14 du 27 septembre 2016) sont applicables aux tarifs proposés.

Résultat du vote : Unanimité.

6 - Recensement de la population 2017

La Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, en ses articles 156 à 158 ainsi que les décrets d'application n° 2003-485 du 5 juin 2003 et 2003-561 du 23 juin 2003 traitent de la rénovation du recensement.

En ce qui concerne les communes de 10.000 habitants et plus, il s'agit d'une enquête réalisée à partir d'un échantillon d'adresses établi par l'INSEE. Ce recensement demeurera sous la responsabilité de l'Etat et sera mené en partenariat avec l'INSEE et les communes.

Afin de réaliser cette étude démographique, qui se déroulera du **19 janvier au 25 février 2017**, trois agents recenseurs vont être recrutés.

Il est proposé de rémunérer les agents recenseurs comme suit :

- 1,70 € par bulletin individuel collecté,
- 1,12 € par feuille de logement collectée,
- 18,00 € par séance de formation.

La dotation forfaitaire de recensement de l'Etat versée pour l'année 2017 s'élèvera à 2 130 €. Le Conseil Municipal est invité à fixer la rémunération des agents recenseurs comme indiquée ci-dessus.

Résultat du vote : Unanimité.

7 - Convention de restauration tripartite pour les élèves des écoles élémentaires à la cantine du collège Madame de Sévigné - Année 2017

Les élèves des écoles élémentaires Michelet et Victor Hugo prennent leur repas du midi au collège Madame de Sévigné.

A cet effet, il est nécessaire de renouveler la convention de restauration à intervenir entre le collège Madame de Sévigné, le Conseil Départemental du Pas-de-Calais et la Commune.

Le Conseil Municipal est donc invité à **autoriser** le Maire à **signer la convention de restauration tripartite**, fixant le prix d'un repas à **2.94 €** par élève et **4.04 €** par accompagnateur, pour la période du **1^{er} janvier au 31 décembre 2017**.

Résultat du vote : Unanimité.

8 - Accueil des enfants des écoles élémentaires à la cantine scolaire du lycée Lavoisier – Avenant n° 24 à la convention du 30 mai 1996

Vu le décret n° 2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,

Vu l'acte 23/13 du 01/07/13 relatif à l'accueil des élèves du primaire à compter du 01/09/13.

Vu l'acte 75/2015-2016 du 04/07/16 relatif aux tarifs pour l'année 2017.

Il est convenu ce qui suit :

Les élèves des écoles La Fontaine et Chateaubriand seront accueillis au Lycée Lavoisier pour le repas du midi, du 03/01/17 au 31/03/17.

La convention prend fin le 01/04/17.

Le Conseil Municipal est invité à **autoriser** le Maire à **signer l'avenant n°24** à la convention d'hébergement des enfants des écoles du 30 mai 1996, reprenant la détermination du tarif d'hébergement au 01/01/17 suivante :

Coefficient de hausse fixé à **1.0 %**

3.02 € x 1.010 = **3.05 € prix du repas facturé à la Commune**

Pour information, le tarif 1 des commensaux pour l'année 2017 est fixé à **4.29 €**.

Résultat du vote : Unanimité.

9 - Convention tripartite d'utilisation des équipements sportifs au collège Madame de Sévigné

La ville d'Auchel met des équipements sportifs, notamment la salle Michel Bernard et le terrain Basly, à disposition du Collège Madame de Sévigné, pour ce faire une convention a été établie.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de **valider** cette convention.

Résultat du vote : Unanimité.

10- Location et maintenance d'un photocopieur multifonctions - Contrat à intervenir avec la société Toshiba Nord-Picardie

L'installation de la Police Municipale dans de nouveaux locaux, rue Jean Jaurès, nécessite la mise à disposition des agents de moyens d'impression, de photocopie et de transmission par fax.

La société Toshiba Nord-Picardie nous propose la conclusion d'un contrat incluant la fourniture en location d'un photocopieur neuf de type « multifonctions » permettant d'effectuer à la fois l'ensemble de ces travaux, ainsi qu'un contrat de maintenance totale.

Détail de l'équipement proposé :

MULTI FONCTIONS A4 NEUF TOSHIBA e-STUDIO 425s

Vitesse 42 impressions/minute en noir
Chargeur de documents recto verso de 50 feuilles
1 cassette A4 de 250 feuilles
By-pass de 50 feuilles

Carte imprimante et scanner réseau couleur
Carte fax

Coût de la prestation:

Le contrat de location et de maintenance sera établi pour une durée de 4 ans dès sa mise en service prévue au mois de janvier 2017. La maintenance consiste à effectuer toutes les interventions nécessaires au maintien du bon fonctionnement de l'appareil, à la réparation de toutes les pannes ainsi que la fourniture des consommables (hors papier).

Les prestations seront rémunérées par versement d'un loyer trimestriel de 123.00€ HT pour la partie location ; pour la maintenance, le coût à la copie sera de 0,009 € HT / page en noir (toner inclus), facturé trimestriellement à terme échu en relevé copie. Les prix sont fermes non actualisables pendant toute la durée du contrat.

Le Conseil Municipal est invité à **autoriser le Maire à :**

- **signer tous les documents** relatifs au contrat de location et d'entretien à intervenir avec la société Toshiba Nord-Picardie,

- **prendre en charge le montant des loyers** trimestriels à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2020

Résultat du vote : 31voix pour et 1 abstention.

11 - Achat et maintenance d'un standard téléphonique pour la Police Municipale contrat à intervenir avec la société Orange Business Services

L'installation de la Police Municipale dans de nouveaux locaux, rue Jean Jaurès, nécessite la mise à en place d'un standard téléphonique

La société **Orange Business Services**, installateur, nous propose un contrat « Multi Connect Office » qui comporte l'achat et l'installation d'un matériel neuf ainsi qu'un contrat de maintenance annuelle.

Détail de l'équipement proposé :

- 1 switch Alcatel 8 ports 8Go
- 1 poste standard
- 5 postes VolP dont 1 gratuit
- 1 onduleur

Cette solution comporte également :

- La maintenance globale (fourniture de consommables, mises à jour, fourniture de pièces d'usure, interventions sur site,...)
- La réparation des pannes avec rétablissement sous 10 heures maximum

Le contrat est prévu pour une durée initiale de 5 ans, il prendra effet dès la livraison et la mise en ordre de marche des équipements. Il pourra être reconduit tacitement, aux mêmes conditions, pour des périodes successives de 1 année.

Coût de la prestation :

Le montant de la dépense correspondant à la livraison, l'installation, la configuration du matériel s'élève à **3709.77 € HT**. La durée de garantie est de 1 an.

Le contrat de maintenance sera facturé annuellement à terme à échoir. Le montant annuel est fixé à **395.78 € HT**.

Le conseil municipal est invité à **autoriser le Maire à :**

- **signer tous les documents relatifs au contrat de maintenance et d'entretien** à intervenir avec la société **Orange Business Services**, située 6 rue des Techniques - BP60316, 59666 Villeneuve d'Ascq Cedex
- **prendre en charge le montant des factures** annuelles sur une période de 5 ans à compter de l'installation du matériel.

Résultat du vote : 31voix pour et 1 abstention.

12 - Contrat de maintenance des progiciels - « Etat-civil, Elections et Recensement citoyen »

Les services Etat-Civil et Elections utilisent depuis de nombreuses années les solutions de la société Logitud, sise Zac du Parc des collines – 53 rue Victor Schoelcher à Mulhouse.

Afin de maintenir ces applications nécessaires pour la gestion de la liste électorale (**Suffrage**), des naissances, mariages et décès (**Siècle**) ainsi que le recensement militaire (**Avenir**), la souscription d'un contrat comprenant l'assistance téléphonique, les mises à jour des logiciels et la correction des anomalies des progiciels est nécessaire.

Dans la continuité de la délibération n°18 du 12 décembre 2013, **il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à valider** les différentes conditions tarifaires et signer le contrat pour le progiciel de gestion des Elections Politiques, le progiciel de gestion de l'Etat Civil et enfin le progiciel de gestion du Recensement Citoyen.

Ce contrat prendra effet au 1^{er} Janvier 2017 pour une durée d'un an. A la fin de chaque période annuelle, il pourra être reconduit par accord tacite pour une durée totale ne pouvant excéder trois ans.

Le tarif pour l'année 2017 est de 2 586.81 € HT comprenant les progiciels suivants :

- Siècle : 1 502.98 € HT
- Suffrage : 834.58 € HT
- Avenir : 249.25 € HT

Résultat du vote : Unanimité.

13 - Renouvellement du contrat d'acquisition de logiciels et de prestation de services pour la bibliothèque

La cession du droit d'utilisation du logiciel Ségilog permettant un meilleur suivi des ouvrages en circulation et en réserve de la Bibliothèque arrive à son terme, il est donc nécessaire de la renouveler.

Les obligations se décomposent comme suit :

Le versement annuel « cession du droit d'utilisation »
Pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 soit 1 611 € HT
En contrepartie :

- de la cession du droit d'utilisation des logiciels existants
- du développement de nouveaux logiciels
- de la cession du droit d'utilisation des nouveaux logiciels

Le versement annuel « maintenance, formation »
Pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 soit 179 € HT
En contrepartie :

- de l'obligation de maintenance des logiciels créés par la SEGILOG
- de la formation aux logiciels élaborés par SEGILOG

Soit un total de 1 790 € HT

Le contrat sera d'une durée d'un an.

Le Conseil Municipal est invité à :

- **Accepter la prestation** mentionnée ci-dessus.
- **Autoriser le Maire à engager les dépenses** inhérentes à cette prestation et à signer le contrat d'acquisition.

Résultat du vote : Unanimité.

14 - S.A.C.R.A. - Rapport d'activités de l'exercice 2015

Conformément à l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est invité à approuver le rapport annuel d'activités (joint en annexe) pour l'exercice 2015, du Syndicat intercommunal pour l'Assainissement du bassin de la Clarence et de la Région d'Auchel.

Résultat du vote : 30 voix pour et 2 abstentions.

15 - Accord sur le nom et le siège de la nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion d'Artois Comm. et des Communautés de Communes Artois Lys et Artois Flandres

« Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe), le Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale (SDCI) du Pas-de-Calais visant à rationaliser la carte de l'intercommunalité a été arrêté le 30 mars 2016.

Madame la Préfète du Pas-de-Calais a arrêté, en date du 8 juin 2016, le projet de périmètre de la future Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Béthune, Bruay, Noeux et environs (Artois Comm.) et des Communautés de Communes Artois Flandres (CCAF) et Artois Lys (CCAL).

Cet arrêté a été notifié à toutes les communes membres comprises dans le périmètre, qui disposaient d'un délai de soixante-quinze jours pour se prononcer, sachant qu'à défaut de délibération, l'avis sera réputé favorable. Les trois EPCI sont également consultés pour avis.

La majorité qualifiée de 50% des communes, représentant 50% de la population totale, se prononçant favorablement a été atteinte et la fusion a été prononcée par arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2016.

La procédure est donc amenée à se poursuivre. Le Conseil Municipal est invité à se prononcer, sur le nom de la future Communauté d'Agglomération et d'en fixer le siège social.

Il est donc proposé que la nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion, prenne le nom de :

Communauté d'agglomération de Béthune- Bruay, Artois-Lys Romane

Et que son siège social soit fixé à **l'Hôtel communautaire, 100 avenue de Londres, BP 40548 62400 Béthune.** »

Résultat du vote : Abstention générale.

16 - Accord sur le nombre et les modalités de répartition des sièges composant le Conseil Communautaire de la nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion d'Artois Com. et des Communautés de Communes Artois Lys et Artois Flandres

« Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe), le Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale (SDCI) du Pas-de-Calais visant à rationaliser la carte de l'intercommunalité a été arrêté le 30 mars 2016.

Madame la Préfète du Pas-de-Calais a arrêté, en date du 8 juin 2016, le projet de périmètre de la future communauté d'agglomération issue de la fusion de la Communauté d'agglomération Béthune,

Bruay, Noeux et environs (Artois Comm.) et des Communautés de communes Artois Flandres (CCAF) et Artois Lys (CCAL).

Cet arrêté a été notifié à toutes les communes membres comprises dans le périmètre, qui disposaient d'un délai de soixante-quinze jours pour se prononcer, sachant qu'à défaut de délibération, l'avis sera réputé favorable. Les trois EPCI sont également consultés pour avis.

La majorité qualifiée de 50% des communes, représentant 50% de la population totale, se prononçant favorablement a été atteinte et la fusion a été prononcée par arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2016.

Les communes membres doivent désormais se prononcer sur le nombre total de sièges du Conseil communautaire de la nouvelle Communauté d'agglomération et sur les modalités de leur répartition entre communes membres.

En application des dispositions prévues à l'article L.5211-6-1.I du Code Général des Collectivités Territoriales, les modalités de répartition sont fixées selon les règles de droit commun, soit 154 sièges, répartis à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

Il est donc proposé au Conseil municipal **d'approuver le nombre et la répartition des sièges du Conseil communautaire de la future communauté d'agglomération**, tels que fixés dans l'annexe ci-jointe. »

Résultat du vote : 28 voix pour et 4 abstentions.

17 - Artois Comm - Intérêt communautaire des équipements aquatiques - Piscine d'Auchel

La délibération du Conseil Communautaire du 21 septembre 2016 (jointe en annexe) a reconnu d'intérêt communautaire et ce à compter du 1^{er} janvier 2017, les piscines relevant du schéma directeur communautaire des équipements aquatiques (7 existantes et 2 à construire) au titre de la compétence «construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire ».

A ce titre, la piscine municipale d'Auchel devient une structure intercommunale qui sera gérée par Artois Comm. C'est pourquoi, Il est demandé à l'assemblée d'autoriser le Maire à signer les avenants de transfert liés à l'ensemble des actes juridiques (contrats, marchés, ...) concernant la gestion de la piscine, dans le respect des formes légales.

Résultat du vote : 31 voix pour et 1 abstention.

18 - Mise en place de la procédure de rappel à l'ordre

Vu la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance, prévoyant la mise en place de la procédure de rappel à l'ordre.

Vu l'article 11 disposant que « lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publique, le Maire ou son représentant désigné dans des conditions prévues à l'art. L.2122-18 du code général des collectivités territoriales peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publique, le cas échéant en le convoquant en mairie.

Il est à préciser que le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur.

Vu la nécessité de formaliser cette procédure à travers un protocole à solliciter de Monsieur le Procureur de la République, il est proposé à l'Assemblée **d'autoriser la prise de contact avec le pouvoir judiciaire.**

Résultat du vote : 30 voix pour et 2 abstentions.

19 - Mise en place de la procédure de transaction entre la commune et l'auteur d'une infraction

Vu l'article 44-1 du Code de procédure pénale pour les contraventions que les agents de la police municipale sont habilités à constater par procès-verbal conformément aux dispositions de l'article L. 2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui sont commises au préjudice de la commune au titre de l'un de ses biens le maire peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement, proposer au contrevenant une transaction consistant en la réparation de ce préjudice.

Vu la nécessité de soumettre la transaction à l'approbation de Monsieur le Procureur de la République.

Il est demandé à l'assemblée **d'autoriser la mise en place de cette procédure**, dans le respect des formes légales.

Résultat du vote : Unanimité.

20 - Dénomination de voirie

La Société Pas-de-Calais Habitat a décidé de vendre les logements attenants à l'ex gendarmerie d'Auchel qui est désormais le Musée Municipal. L'adresse de celui-ci est le 35 Boulevard Basly, cependant les logements numérotés de 1 à 10 ne peuvent prendre l'adresse Boulevard Basly, ces numéros existant déjà.

Il convient donc de nommer ce « lotissement » afin d'y faciliter l'accès et éviter toute confusion.

La dénomination suivante est proposée à l'Assemblée : Rue Augustin LESAGE

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE II – Finances

21 - Budget ville - Décision modificative n° 2

Le Conseil Municipal est invité à accepter et autoriser la décision budgétaire modificative n° 2 du budget de la Ville d'Auchel destinée à des inscriptions nécessaires à l'exécution budgétaire.

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

Nature		BP	Report Crédits	DM1	DM2	TOTAL BUDGETE
HORS OPERATION						
020	Dépenses imprévues	227 353,17 €	- €	- 1 999,00 €	17 120,40 €	242 474,57 €
020	DEPENSES IMPREVUES	227 353,17 €	- €	- 1 999,00 €	17 120,40 €	242 474,57 €

OPERATION 201603 - OPERATION DE RENOVATION URBAINE – PERIMETRE ZUS ET SITE ASSOCIE (ANRU)						
2315	Installations, matériel et outillage techniques	700 000,00 €	- €	- €	- €	700 000,00 €
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	112 297,20 €	- €	- €	- 51 361,20 €	60 936,00 €
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	812 297,20 €	- €	- €	- 51 361,20 €	760 936,00 €
DESAFFECTATION GLOBALE					- 34 240,80 €	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Nature		BP	Report Crédits	DM1	DM2	TOTAL BUDGETE
1321	Etat et établissements nationaux	317 526,07 €	77 773,99 €	- €	- €	395 300,06 €
1322	Régions	413 209,43 €	193 824,04 €	- €	- 29 960,70 €	577 072,77 €
13258	Autres regroupements	223 458,09 €	- €	- €	- 4 280,10 €	219 177,99 €
1328	Autres	- €	12 282,00 €	- €	- €	12 282,00 €
1342	Amendes de police	25 700,00 €	- €	- 5 449,00 €	- €	20 251,00 €
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	979 893,59 €	283 880,03 €	- 5 449,00 €	- 34 240,80 €	1 224 083,82 €
DESAFFECTATION GLOBALE					- 34 240,80 €	

Résultat du vote : Unanimité.

22 - Centre Communal d'Action Sociale et Caisse des Ecoles - Autorisation de versement de subventions avant le vote du Budget Primitif 2017

La Ville d'Auchel inscrit au Budget Primitif, une subvention dite « d'équilibre » au Centre Communal d'Action Sociale ainsi qu'à la Caisse des Ecoles.

Afin de répondre au besoin de trésorerie relatif au versement de salaires notamment au cours du 1^{er} trimestre 2017, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à verser sur l'année 2017 les subventions suivantes avant le vote du Budget Primitif 2017 :

- Caisse des Ecoles 385 000,00 €
- Centre Communal d'Action Sociale 200 000,00 €

Il est précisé que les subventions seront versées au fur et à mesure des besoins de trésorerie et que le montant définitif des subventions sera inscrit lors du vote du Budget Primitif 2017.

Pour information, les subventions inscrites au Budget Primitif 2016 s'établissent de la manière suivante :

- Caisse des Ecoles 1 166 263,15 €

Résultat du vote : Unanimité.

23 - Ouverture d'une ligne de crédit auprès de la caisse d'épargne Nord France Europe

Dans sa séance du 22 septembre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la signature d'un contrat d'ouverture d'une ligne de trésorerie pour un montant maximum de 1 000 000,00 €, auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe. Le montant maximum a été réduit à 700 000,00 €, par avenant signé le 2 mai 2016.

Il est fait part à l'assemblée que ce contrat arrive à son terme et que la Caisse d'Epargne Nord France Europe accepte de renouveler son offre pour l'année 2017, pour un montant de 700 000,00 €.

La ligne de trésorerie interactive offerte par la Caisse d'Epargne Nord France Europe permet à l'emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds et des remboursements exclusivement par le canal internet.

Ainsi, les échanges sont sécurisés et les mouvements financiers sont directement générés sur le compte au Trésor Public de la collectivité.

Le Conseil Municipal est invité à approuver le contrat d'ouverture de ligne de trésorerie, dans les conditions ci après:

Article 1 : Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune d'Auchel décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe un contrat d'ouverture d'une ligne de trésorerie d'un montant maximum de 700 000,00 € dans les conditions suivantes :

- **Montant :** 700 000,00 EUR maximum.
- **Durée :** la réservation de trésorerie est consentie pour une durée de un an.
- **Mise à disposition des fonds :** par virement à l'ordre du Comptable Public.
- **Remboursement des fonds :** par virement sur le compte interne désigné par la Banque.
- **Taux d'intérêt :** Eonia majorés de 1,10 %.
- **Périodicité de paiement des intérêts :** mensuelle.
- **Frais de dossier :** 0,20 % du montant
- **Commission d'engagement :** NEANT.
- **Commission de mouvement :** NEANT.
- **Commission de non utilisation :** 0,25 % calculés sur la différence entre le montant mensuel moyen utilisé et le montant plafond.

Article 2 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer le contrat d'ouverture de la ligne de trésorerie pour un montant de 700 000,00 €, auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe ainsi que tout avenant à venir y afférent.

Article 3 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat d'ouverture de ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe.

Résultat du vote : Unanimité.

24 - Actualisation de l'AP/CP 2010-1- Opération de rénovation urbaine – périmètre ZUS et site associé

Par délibération n° 2 en date du 28 octobre 2010, l'Autorisation de Programme AP/CP 2010-1- Opération de rénovation urbaine – périmètre ZUS et site associé a été votée sur le budget Principal et a été modifiée par délibérations des 30 avril et 6 décembre 2011, 27 mars et 20 novembre 2012, 26 mars 2013, 29 avril 2014, 14 avril 2015 et 19 avril 2016.

Conformément aux articles L.2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et au décret n°97-175 du 20 février 1997, il convient **d'actualiser** l'AP/CP 2010-01 pour l'exercice 2016 de la manière suivante:

AP/CP 2010 - 1 - Opération de rénovation urbaine – périmètre ZUS et site associé - DEPENSES :

N° et intitulé de l'AP	Montant des AP		
	Pour mémoire AP votée en 2016 (Délibération du 19 avril 2016)	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)
AP 2010-1- Opération de rénovation urbaine – périmètre ZUS et site associé	4 839 058,34 €	- €	4 839 058,34 €

821-10-1-A - ING 01 Ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine	147 151,76 €	- €	147 151,76 €
ING 03 - Ingénierie - Gestion Urbaine de Proximité	14 929,07 €	- €	14 929,07 €
AM 10 - Aménagements Vandervelde (AM 1 - Rue de la Fraternité + AM 2 - Rue Letmathe + AM 3 - Aménagement cadre de vie ZUS + AM 4 - Place des Ecoles)*	2 246 287,03 €	- €	2 246 287,03 €
AM 5 - Aménagements - Signalétique/Mobilier urbain	112 297,20 €	- €	112 297,20 €
AM 6 - Cité 3 - Aménagement piéton et paysager	1 038 102,27 €	- €	1 038 102,27 €
EQ 1 - Vandervelde - Ecole maternelle	693 300,67 €	- €	693 300,67 €
EQ 2 - Cité 3 - Local associatif	586 990,34 €	- €	586 990,34 €

N° et intitulé de l'AP	Montant des CP			
	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N)	Crédits de paiement 2016 - Opération 201603	Restes à financer de l'exercice N+1 - Opération 201703	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
AP 2010-1- Opération de rénovation urbaine – périmètre ZUS et site associé	4 026 761,14 €	760 936,00 €	51 361,20 €	- €

821-10-1-A - ING 01 Ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine	147 151,76 €			
ING 03 - Ingénierie - Gestion Urbaine de Proximité	14 929,07 €			
AM 10 - Aménagements Vandervelde (AM 1 - Rue de la Fraternité + AM 2 - Rue Letmathe + AM 3 - Aménagement cadre de vie ZUS + AM 4 - Place des Ecoles)*	1 546 287,03 €	700 000,00 €		
AM 5 - Aménagements - Signalétique/Mobilier urbain	- €	60 936,00 €	51 361,20 €	
AM 6 - Cité 3 - Aménagement piéton et paysager	1 038 102,27 €			
EQ 1 - Vandervelde - Ecole maternelle	693 300,67 €			
EQ 2 - Cité 3 - Local associatif	586 990,34 €			

Les crédits de paiement 2016 et 2017 définis ci-dessus seront inscrits dans les opérations n°201603 et 201703 « ANRU », permettant ainsi une gestion des crédits budgétaires plus souple, le niveau de vote étant celui de l'opération.

Il est demandé au Conseil Municipal **d'approuver l'actualisation de l'AP/CP** ci-dessus mentionnée ainsi que le niveau de vote par opération.

Résultat du vote : Unanimité.

25 - Budget principal ville d'Auchel - Programme des animations - Année 2017

Le Conseil Municipal est invité à approuver le programme d'animations pour l'année 2017 aux dates prévisionnelles ci-après :

DUCASSES – Coût estimé pour l'ensemble à 720.00€

MANIFESTATIONS	PERIODES
Ducasse de Printemps	du 18 Mars au 26 Mars
Ducasse de Rimbaud	du 1 ^{er} Avril au 09 Avril

Ducasse de Pâques	du 15 Avril au 23 Avril
Ducasse de juin	Juin
Ducasse de Rimbert	du 26 Août au 28 Août
Ducasse d'hiver (sous réserves)	en octobre- novembre

FETES PATRIOTIQUES – Coût estimé pour l'ensemble à 1 300.00€

MANIFESTATIONS	PERIODES
Journée Nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc	Dimanche 19 Mars
Déportation	Dimanche 30 Avril
Armistice 1939-1945	Lundi 08 Mai
Journée Nationale de la Résistance	Samedi 27 Mai
Hommage aux Morts pour la France en Indochine	Jeudi 08 Juin
Appel du Général de Gaulle	Dimanche 18 juin
Journée Nationale à la mémoire des Victimes des Crimes Racistes et Antisémites de l'Etat Français et d'Hommage aux Justes de France	Dimanche 16 Juillet
Libération d'AUCHEL	Dimanche 03 Septembre
Libération de RIEUX	En septembre
Citadelle d'ARRAS	En septembre
Armistice de 1914-1918	Samedi 11 Novembre
Journée Nationale d'Hommage aux Morts pour la France lors de la Guerre d'Algérie et des Combats de Tunisie et du Maroc	Mardi 05 Décembre
+ autres commémorations sollicitées par la Préfecture	

SALONS ET FOIRES – Coût estimé pour l'ensemble à 9 000.00€

MANIFESTATION	PERIODES
Marché de Noël	15-16 et 17 Décembre
Salon des créateurs et du terroir	Samedi 21 et Dimanche 22 Octobre

FESTIVITES DIVERSES – Coût estimé pour l'ensemble à 45 700.00€

MANIFESTATIONS	PERIODES
Cérémonie des vœux du Maire	Vendredi 06 Janvier
Cérémonie des vœux au personnel	Samedi 07 Janvier

Fête des mères	Dimanche 28 Mai
Départ en retraite des enseignants	En juin
Orchestres et chanteurs au bois de St Pierre	Juin -Juillet et Août
Retraites aux flambeaux et bal populaire	Jeudi 13 Juillet
Feu d'artifice	Vendredi 14 Juillet
Arbre de Noël de la ville	Mercredi 06 Décembre

3^{ème} Age – Coût estimé pour l'ensemble à 53 000.00€

MANIFESTATIONS	PERIODES
Banquet des Aînés	Dimanche 02 et 09 Avril
Semaine bleue	3 ^{ème} ou 4 ^{ème} semaine d'octobre
Colis de Noël	En décembre

Le Conseil Municipal est invité à :

- **Accepter** le programme dans sa globalité;
- **Autoriser** le Maire à signer les contrats à intervenir et les documents inhérents au programme;
- **Autoriser** le Maire à engager les dépenses inhérentes à ce programme : cachets des artistes, repas, hébergements, droits, locations et achats de lots, de fournitures, des assurances, droits d'auteurs et réceptions diverses et autres pour un montant estimé à 109 720.00€. Les montants définitifs seront arrêtés au vote du budget primitif 2017.

Résultat du vote : Unanimité.

26 - Budget Culture Animation et Location (C.A.L.) - Programme des Festivités Année 2017

Pour l'année 2017, le Conseil Municipal est invité à approuver le programme des festivités instituées sur le **budget culture animations et locations**, aux dates prévisionnelles ci-après :

A – PROGRAMMATION :

MANIFESTATIONS	PERIODES
Thé dansant salle Roger Couderc	Dimanche 19 Février
Thé dansant salle Roger Couderc	Dimanche 14 Mai
Thé dansant salle Roger Couderc	Dimanche 24 Septembre
Tribute TELEPHOMME salle Roger Couderc	Jeudi 13 Juillet

B – TARIFICATION :

B.1- THE DANSANT DU 19 FEVRIER 2017

- Prix d'entrée : 5€

B.2- THE DANSANT DU 14 MAI 2017

- Prix d'entrée : 5€

B.3- THE DANSANT DU DIMANCHE 24 SEPTEMBRE 2017

- Prix d'entrée : 5€

TARIFS DES BOISSONS POUR LES THE DANSANT

La bouteille

ROSE :	8€
ROUGE :	8€
GRANDIN :	10€
CREMANT :	15€

La canette

Bière :	2.5€
Coca-Cola :	2€
Perrier :	2€
Jus d'orange:	2€
Jus d'ananas :	2€
Jus d'abricot :	2€
Jus de raisin :	2€
Schweppes :	2€
Orangina :	2€
Eau:	1.5€
Café:	1.5€

TARIFS DES TARTES

Part de Tarte à la crème :	2.5€
Talibur :	2.5€
Tarte à la crème et talibur :	15€

B.4- TRIBUTE TELEPHOMME DU JEUDI 13 JUILLET 2017

- ENTREE GRATUITE (bal populaire)

TARIFS DES BOISSONS

Bière pression :	2.5€
Coca-Cola :	2€
Perrier :	2€
Schweppes :	2€
Orangina :	2€
Oasis :	2€
Eau:	1.5€
Café:	1.5€

Sandwichs : 3€

Le Conseil Municipal est invité à :

- **Accepter** le programme dans sa globalité ainsi que la tarification qui en découle ;
- **Autoriser** le Maire à engager les dépenses inhérentes à ce programme : cachets des artistes, repas, hébergements, droits, locations et achats de lots, de fournitures, des assurances, droits

d'auteurs et réceptions diverses et autres pour un montant estimé à 15 000 €. Les montants définitifs seront arrêtés au vote du budget primitif 2017;

- **Autoriser** le Maire à signer les contrats à intervenir et les documents inhérents au programme.

Résultat du vote : Unanimité.

27- Garantie de prêt Maisons et Cités Soginorpa pour la réalisation de 12 logements (Quartier C) Résidence Marcel Wacheux.

La Caisse des dépôts et consignations a consenti à Maisons et Cités Soginorpa un prêt n° 56381 d'un montant de 1 129 961.00 euros, pour la réalisation de 12 logements (Quartier C) Résidence Marcel Wacheux.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n° 56381 en annexe signé entre Maisons et Cités Soginorpa, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 : L'assemblée délibérante de la Commune d'Auchel accorde sa garantie à hauteur de 20 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total d'un million cent vingt-neuf mille neuf cent soixante et un euros (1 129 961.00 euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 56381, constitué de 4 lignes du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Aussi il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la garantie relative au prêt accordé à l'Emprunteur.

Résultat du vote : Unanimité.

28 - Annulation de la subvention 2016 à l'association « Gymnastique pour Adultes d'Auchel »

Lors du vote du Budget Primitif 2016, la ville d'Auchel a décidé d'attribuer une subvention d'un montant de 2 500,00 € à l'association « **Gymnastique pour Adultes d'Auchel** » pour l'année 2016.

Cependant, l'association nous a transmis un récépissé de déclaration de dissolution établi par la sous-préfecture de Béthune en date du 14 octobre 2016.

C'est pourquoi, au titre de la dissolution de ladite association, il est demandé au Conseil Municipal **d'annuler l'attribution de la subvention 2016.**

Résultat du vote : Unanimité.

29 - Annulation de la subvention à l'association « Rugby Club Auchellois »

Pour faire suite à la demande de subvention par l'association Rugby Club Auchellois, la ville d'Auchel, lors du vote du Budget Primitif 2016, a décidé d'attribuer subvention pour l'année 2016 d'un montant de 3 000,00 €.

Toutefois, l'association n'a réalisé aucune action concernant la pratique du rugby sur l'année 2016. C'est pourquoi, il est demandé au Conseil Municipal **d'annuler l'attribution de la subvention.**

Résultat du vote : Unanimité.

30 - Octroi d'une subvention de démarrage à l'association « Félin'possible 62 »

L'association « Félin'possible 62 » dont l'objectif est la régulation des populations de chats dits « libres » par le biais de stérilisations et de placements sous contrat d'adoption des chats et chatons en situation de danger ou de détresse, sollicite une subvention de démarrage afin de pouvoir mettre en œuvre et pérenniser ce projet.

Considérant que cet objectif répond à une attente de la population et peut contribuer à une amélioration de certaines situations constatées, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser le Maire à attribuer cette subvention de démarrage d'un montant de 76€ à l'association « Félin'possible 62 ».

Résultat du vote : Unanimité.

31- Signature d'un contrat d'assistance et de maintenance relatif aux produits logiciels « Rôles Taxe d'Habitation - Rôles Taxe Foncière - Analyse des Fichiers Fonciers du Cadastre »

Afin de mettre en place un observatoire fiscal, la ville d'Auchel a acquis un progiciel d'analyse fiscale auprès de la société FININDEV dont le siège social se situe au 69, rue Jean Giroux – 34080 MONTPELLIER.

Par délibérations n° 13 du 13 avril 2010 et n° 3 du 20 juin 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer les contrats d'assistance et de maintenance des logiciels « Rôles Taxe d'Habitation - Rôles Taxe Foncière - Analyse des Fichiers Fonciers du Cadastre » auprès de ladite société.

Ces logiciels offrent à la collectivité la possibilité d'analyser, de simuler et d'optimiser les bases d'imposition de la commune.

Le contrat d'assistance et de maintenance arrive à échéance, par conséquent, il convient d'établir un nouveau contrat pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, renouvelable tacitement, pour un coût T.T.C. de :

- 587.00 € pour l'assistance téléphonique ;
- 353.00 € pour la maintenance.

Ces redevances sont revalorisées chaque année dans les conditions indiquées au contrat.

Il est demandé au Conseil Municipal **d'autoriser le Maire à signer le contrat** d'assistance et de maintenance à intervenir auprès de la Société FININDEV dont le siège social est situé au 69, rue Jean Giroux – 34080 MONTPELLIER et à **prendre en charge les dépenses correspondantes.**

Résultat du vote : Unanimité.

32 - Signature d'un contrat avec la société Finance Active pour le droit d'accès à la plate-forme multi-utilisateurs « Optime »

Par délibération en date du 22 septembre 2015, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer un contrat d'un montant annuel HT de 3 992.41€, auprès de la société Finance Active, permettant de bénéficier d'un droit d'accès à la Plate-forme Insito (dette propre) et Alliance (garanties d'emprunt) via un accès sécurisé, sur une durée de trois ans, à compter du 1^{er} octobre 2015,

Depuis le 1^{er} octobre 2007, la ville d'Auchel fait appel à cette société pour la gestion des emprunts souscrits auprès de tout type d'établissements financiers et plus particulièrement, dans la gestion du risque de taux ainsi que la gestion de la dette garantie.

La société Finance Active propose une nouvelle solution de prospective financière, Inviso qui permet :

- la prospective et la rétrospective financière ;
- l'accès à un outil de stratégie financière répondant aux différentes problématiques des collectivités locales ;
- l'analyse et l'évaluation de l'ensemble des dotations et fonds de péréquation selon la loi de finances en vigueur ;
- l'édition de rapports d'analyse au format Word pour l'ensemble des scénarios réalisés et ainsi que de nombreuses présentations graphiques ;
- l'analyse des ratios en les comparant avec les moyennes nationales par strate et par type de collectivité.

Par ailleurs, elle propose un portail unique « Optime » de gestion financière regroupant l'ensemble des solutions (Insito, Alliance et Inviso), pour un montant de 6 900 € HT/an. Il est à souligner que ce tarif est proposé à titre commercial, au regard du partenariat engagé depuis 2007.

Afin de procéder à la mise en service du portail « Optime », les frais de mise en service sont de 1 400,00 € HT.

L'outil proposé étant nécessaire à la gestion financière de la collectivité, le Conseil Municipal est invité à **autoriser le Maire à signer le contrat à intervenir avec la société Finance Active** sise 46 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris, aux conditions susmentionnées.

Résultat du vote : Unanimité.

Départ de Monsieur BERRIER.

CHAPITRE III – Personnel

33 - Recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité

Conformément aux lois n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment le 1^o de son article 3 ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement 3 agents non titulaires afin de pallier un surcroît d'activité au sein des différents services administratifs ;

Ces recrutements peuvent être effectués sous forme de contrat à durée déterminée d'une durée de 12 mois maximum, renouvellement compris, et ce sur une même période de dix-huit mois consécutifs.

La rémunération est basée par référence à l'indice brut du 1^{er} grade de recrutement de la catégorie C, au prorata du temps de travail.

Il est demandé au Conseil Municipal **d'autoriser le Maire à recruter 3 agents non titulaires** afin de pouvoir assurer en tant que de besoin, le bon fonctionnement de différents services dans les conditions définies ci-dessus.

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE IV – Jeunesse et Sport

34 - Trail Tout Terrain 3^{ème} édition - Organisation d'une Marche Nordique

La Municipalité organisera une Marche Nordique dans le cadre de la 3^{ème} édition du Trail Tout Terrain du Dimanche 8 janvier 2017,

Pour cette édition, **1 seule épreuve de 8 kms** est proposée au tarif de **4€ ***

*majoration de 2€ pour toute inscription le jour de la course

Les droits d'inscription seront encaissés sur la régie n°93 « Activités Jeunesse et Sports – Ateliers ».

Le Conseil Municipal est invité à **approuver la mise en place de ce projet** ainsi que **les tarifs susmentionnés**

Résultat du vote : Unanimité.

35 - Colonie hiver 2017

Au titre du transfert de compétence « Centre de Loisirs », dans le cadre de la politique Jeunesse de la Ville, le SIVOM du Béthunois est chargé d'organiser les séjours de vacances durant les périodes hivernales et estivales.

La colonie de vacances d'hiver 2017 se déroulera en 2 séjours à la Chapelle d'Abondance :

- du 10 au 18 Février 2017,

- du 18 au 26 Février 2017,

25 places à répartir sont disponibles pour les enfants âgés de 6 à 17 ans.

Le tarif proposé aux familles auchelloises est de 325€. Celles-ci pourront déduire les différentes aides aux temps libres de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) en fonction de leurs quotients familiaux. (Tickets Colonies). Les encaissements seront réalisés sur la Régie n°13 déjà existante, du Service Jeunesse et Sports

En fonction des places disponibles (tout en donnant la priorité aux auchellois), le séjour serait ouvert aux extérieurs : le tarif proposé serait de 450€ : Les familles pourront déduire les différentes aides aux temps libres de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) en fonction de leurs quotients familiaux. (Tickets Colonies).

Le Conseil Municipal est invité à autoriser le Maire à :

- Approuver la mise en place de ce projet,
- Approuver les tarifs susmentionnés.

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE V – Cohésion Sociale

36 - Programmation des actions dans le cadre du Contrat de Ville - Année 2017- Cohésion Sociale – Jeunesse et Sport - Culturel

Le Contrat de Ville (pour la période 2015-2020) engage la commune au sein de **ses quatre quartiers prioritaires (Cité des Provinces, quartier Rimbart, cité 5 et Centre-Ville)**, dans une démarche active et participative au côté de l'agglomération de l'Artois (Artois Comm.) qui le pilote. Celui-ci décline les axes de développement et les actions pouvant être menées, avec le soutien de l'Etat, en direction des habitants de ces quartiers et permet d'orienter les éléments de la convention communale qui le complète.

La commune accompagnera les initiatives développées par ses services, les partenaires institutionnels et les partenaires associatifs au sein de ces quartiers en 2017. Elle proposera également un programme d'actions, sollicitant, au travers d'un appel à projet, le soutien financier de l'Etat.

Les actions, développées par le service Cohésion Sociale, pour ce programme en 2017 sont les suivantes :

Projet 1 – L'école en famille

Afin de stimuler l'intérêt et l'implication des parents et des enfants dans la scolarité, un atelier de travail et d'échanges sera organisé à destination des habitants des quartiers prioritaires (2 séances de 1h30 par semaine par groupe, pour 3 groupes de 8 parents et de 8 enfants). Ce projet aura pour objectif d'aborder, en famille, une partie du travail scolaire de la semaine et de répondre aux difficultés rencontrées.

Cette action nécessitera la participation d'intervenants qualifiés (enseignants retraités) qui mettront à disposition et proposeront, en terme de ressource, leur expérience éducative et pédagogique. L'animatrice médiatrice de la ville interviendra également en encadrant les groupes de participants. Le projet nécessitera le recrutement de quatre animateurs qualifiés afin d'intervenir en 2017 auprès des groupes constitués avec une durée hebdomadaire de 8 heures maximum par animateur. La prise en charge de la rémunération de ceux-ci s'effectuera sur la base du grade d'animateur principal de 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon IB 619, IM 519 au prorata du nombre d'heures effectuées.

Projet 2 – Ateliers d'échanges de savoirs

Le projet nécessite dans un premier temps d'organiser des temps d'échanges partagés par les habitants et les professionnels (acteurs locaux) afin de faire émerger des domaines d'activités accessibles, exploitables individuellement qui valorisent les savoirs et savoirs faire de chacun.

Dans un second temps, l'animatrice/médiatrice pourra accueillir des groupes d'habitants (15 personnes) au sein des équipements disponibles dans les quartiers prioritaires afin de mettre en

œuvre et de développer des ateliers d'échanges de savoirs et de pratiques au sein desquels des habitants, personnes ressources ou intervenants du territoire viendront partager avec les participants leurs compétences dans un domaine.

Définis en cours d'année, ces ateliers se déclineront dans divers domaines (Loisirs créatifs, jardinage, petite menuiserie, couture au quotidien, chant, information santé,...) en fonction des temps d'échanges préalables et des ressources du territoire ; Ils s'organiseront ainsi en sessions morcelées sur l'année en fonction des moyens et possibilités opérationnelles (en lien avec les habitants, les personnes ressources et intervenants partenaires).

Projet 3 – Projet Municipal d'Activités Educatives - PMAE

Un appel à projet doit permettre d'inscrire, en temps scolaire, un ensemble complémentaire d'activités éducatives pour les classes de chaque école maternelle et élémentaire de la commune en lien direct avec les projets d'école.

L'étape préalable consiste au lancement de l'appel à projet et à l'étude des dossiers en année N-1.

Les éléments de l'appel à projet, validés par la commune, sont ensuite transmis auprès des services de l'Inspection de l'Education Nationale.

Les activités s'inscrivant dans la déclinaison de ce dossier peuvent se présenter sous la forme d'interventions, de sorties et(ou) d'acquisitions de matériels (en lien avec le thème du projet). Pour ce faire, la commune proposera à chaque école un budget prévisionnel calculé au prorata du nombre de classes.

Répartition des coûts et recettes prévisionnels :

<i>Action</i>	<i>Coût en €</i>	<i>Ville</i>	<i>Etat : CGET (Commissariat à Général à l'Egalité des Territoires)</i>	<i>CAF : CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité)</i>
L'école en famille	8500	2720	3315	2465
Ateliers d'échanges de savoirs	8000	4000	4000	/
<i>Total</i>	16500	6720	7315	2465

Répartition prévisionnelle du Projet Municipal d'Activité Educatives par école

<i>Ecoles</i>	<i>Coût en €</i>
Chateaubriand <u>élémentaire / maternelle</u>	2705
V. Hugo élémentaire	1967

Ghislaine Briche	1229
La Fontaine	1721
Michelet	1475
A.France élémentaire	1229
V. Hugo maternelle	1475
Matisse	738
Cantal	984
Lamartine	985
A.France maternelle	492
TOTAL	15000

La programmation 2017 sera complétée par des projets mis en œuvre par les services municipaux s'inscrivant dans cette démarche :

Les actions développées par le service Jeunesse et Sport, pour ce programme en 2017, sont les suivantes:

- **Sport sante pour tous :**

Cette action se compose des ateliers Marche Nordique/ Retour et découverte d'activités Physiques/ Midi Sport Santé/ Gymnastique d'entretien/ Yoga/ ZUMBA.

Ceux-ci sont proposés à différents moments de la journée pour que tous les publics puissent y accéder en fonction de leurs disponibilités.

Les objectifs recherchés au travers de ces ateliers sont les suivants :

- Rechercher ou retrouver le goût de l'effort, le bien être.
- La pratique d'activités encadrées par du personnel diplômé.
- Des loisirs où l'assiduité est recherchée.
- La participation à la vie de groupe en respectant les règles, le Soi et Autrui

Au-delà de l'aspect pratique physique, ces ateliers s'orientent vers la convivialité, le bien-être et l'aspect ludique.

Budget du service : 29 000 €

- **Eveil du jeune enfant (4-6ans)**

Dans le cadre de l'éveil du Jeune enfant, le service Jeunesse et Sports met en place, à destination des 4-6ans, les ateliers suivants : Educagym, Educacirque, Babyathlé, Baby-foot, les pti'Mômes, les stages sport récré et jeunesse récré (vacances scolaires) . Ces activités ont pour but le développement psychomoteur de l'enfant ainsi que sa créativité qu'elle soit artistique, musicale ou corporelle.

Budget du service : 17 000 €

- Mon quartier autrement : culture urbaine, projet Graff

Ce projet est de permettre aux habitants âgés de 12 ans et plus des quartiers prioritaires de la Ville d'Auchel de créer un graff mobile et/ou une fresque murale sur le thème « Décrire mon quartier autrement » en concertation avec les habitants, les services de la Ville et les intervenants. Ce projet doit être vu comme un outil qui permettra de recréer du lien avec les habitants notamment les adolescents et les jeunes adultes afin de cerner au mieux leur situation, leurs attentes, et voir même de les diriger vers des dispositifs de droit commun pouvant répondre à leur demande.

Ce projet sera constitué de différentes étapes :

- Le projet démarrera au sein du quartier par un temps festif qui regroupera divers mouvements artistiques de la culture urbaine. Ceux-ci permettront de sensibiliser le public par le biais d'une rencontre avec des intervenants spécifiques et leurs activités.

- Suite à cette première prise de contact, une rencontre sera organisée avec les habitants et le Graffeur afin de leur proposer le projet et d'identifier la thématique.

- Des ateliers seront mis en place permettant la découverte de la culture graffiti, par l'approche des techniques associées afin de travailler et réaliser la maquette du projet.

- A l'issue de cette phase de travail, une journée sera consacrée à la réalisation du graff par et avec les habitants. Ce projet sera valorisé par le biais d'une inauguration et d'une journée de clôture.

Budget du service : 22 000 €

Les actions développées par le Service Culturel, pour ce programme en 2017, sont les suivantes :

-Mon quartier autrement : fête des familles, première édition, « cultures urbaines dans le bois de St Pierre »

Les services jeunesse, cohésion sociale, sports, culture, proposent tout au long de l'année des activités pour la jeunesse. Rarement, l'occasion est donnée de montrer au plus grand nombre la diversité des propositions.

D'autre part, la ville d'Auchel dispose sur son territoire d'un très beau bois, ouvert au public, lieu très prisé des familles lorsque les beaux jours arrivent.

Il nous est donc paru pertinent d'impliquer les associations de la ville dans la customisation, décoration du bois), de mutualiser nos savoir-faire afin de proposer un temps fort, intergénérationnel visant à célébrer les « vivre ensemble ». Pour cette première édition, un coup de projecteur sera donné sur les cultures urbaines.

Entre janvier et mai, de nombreuses rencontres vont avoir lieu avec les associations des quartiers prioritaires ; ces échanges auront pour objectif de co-construire avec elles cette décoration dans le bois et leur présence le jour J.

Un atelier graph va être mené par les services jeunesse et cohésion sociale en 2017. La dernière séance de live painting, aura lieu au bois, lors de la fête des familles prévue un dimanche au mois de mai.

Une association de quartier dans la cité 3 qui met à l'honneur les danses urbaines sera invitée à présenter son travail lors de cette journée. D'autres activités seront proposées au public comme de l'accrobranche éphémère, course d'orientation, des lectures sous les arbres, des randonnées contées, une scène ouverte pour les groupes qui répètent dans nos locaux, un manège écologique, un spectacle de bmx etc...

Budget du service : 9 800 €

- **Eveil du jeune enfant - Lectures à partager**

Face aux inégalités d'accès à la culture et aux livres, la municipalité souhaite aller plus loin et soutenir l'éveil à la lecture des tout petits en associant professionnels, parents, lecteurs bénévoles dans cette aventure. Il s'agira de co-construire avec les différents partenaires (établissements scolaires, associations de parents d'élèves, MDS, CAMSP, multi-accueil) des moments où la lecture à haute voix pour le public non-lecteur est mise à l'honneur. Tous les acteurs seront invités à participer à ce projet : parents, lecteurs bénévoles de l'association lire et faire lire, lecteurs professionnels (association Lis avec moi), élèves scolarisés au collège. Des ateliers de lecture devraient prendre forme de manière régulière dans les écoles maternelles de la ville, à la bibliothèque et progressivement les parents et lecteurs bénévoles invités à suivre des café-lectures à la bibliothèque où des lecteurs professionnels donneront des outils, conseilleront des albums jeunesse aux adultes.

La municipalité de Cauchy à la Tour développera également un volet formation de parents lecteurs avec l'association Lis avec Moi. Le quartier « Cité des Provinces », se situant à cheval sur les deux communes, il est proposé de mutualiser nos moyens afin de mieux répartir l'offre et d'accroître la coopération entre les deux collectivités (prêt d'ouvrages de la bibliothèque d'Auchel, soutien à la mobilité des parents lecteurs dans les différents lieux de formation...)

Un temps fort, au printemps 2017, sera organisé au bois de St Pierre, lors de la fête des familles pour mettre à l'honneur la lecture à voix haute pour les enfants.

Budget du service : 10 500 €

Répartition des coûts et recettes prévisionnels (transmis par les services concernés):

<i>Action</i>	<i>Coût en €</i>	<i>Ville</i>	<i>Etat : CGET (Commissariat Général à l'Egalité des Territoires)</i>	<i>CAF : REAAP (réseau d'Ecoute et d'Appuis à la Parentalité)</i>	<i>Participation des publics</i>
Sport santé pour Tous	29000	13745	9495	/	5760
Mon quartier autrement	32500	13000	19500	/	/
Eveil du jeune enfant 0-6 ans	26800	7946	11688	3266	3900
<u>Total</u>	88300	34691	40683	3266	9660

Il est demandé à l'Assemblée :

- d'accepter et de prendre en charge le coût de ces projets en 2017

- de solliciter l'octroi de subventions pouvant être allouées aux taux maximum auprès de l'ensemble des partenaires financiers pouvant être identifiés
- d'autoriser le Maire à signer tous les contrats et convention à intervenir.

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE VI – Culturel

37 - Dynamisation du Cinéma d'Auchel

Afin de poursuivre les efforts de dynamisation du ciné-théâtre de la ville, il est proposé à l'assemblée d'organiser ponctuellement avec l'association « de la suite dans les images » des « ciné-goûters » pour le jeune public.

Il s'agit de programmer un film jeune public et de proposer aux spectateurs un atelier artistique en lien avec le film à l'issue de la projection.

Le coût est estimé à 1500€

Le Conseil Municipal est invité à :

- **Accepter le programme** des dans sa globalité,
- **Autoriser le Maire à engager les dépenses** inhérentes à ce programme pour un montant estimé à 1500 € et à signer les contrats à intervenir, la convention d'animation et les documents inhérents au dit programme,

Résultat du vote : Unanimité.

38 - Participation de l'Ecole Municipale de Danse au concours de danse d'Anzin

L'Ecole Municipale de Danse souhaite présenter quelques-unes de ses élèves au concours de danse d'Anzin, organisé par la Confédération Nationale de Danse les 11, 12 et 13 février 2017 au Théâtre municipal d'Anzin.

Afin de permettre l'accès au concours, la Municipalité propose de prendre en charge les frais de participation déjà réglés des 21 danseurs pour un montant de 210 € (21 x 10) ainsi que les frais d'adhésion d'un montant de 50 € à la Confédération Nationale de Danse de la professeur, Melle Coulombel, en outre afin de s'y préparer l'achat d'un DVD pédagogique d'un montant de 100 € s'avère nécessaire.

Le Conseil Municipal est invité à :

- Accepter cette démarche,
- Autoriser le Maire à engager les dépenses inhérentes à ce projet pour un montant estimé à 360 €.

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE VII – Développement Economique

39 - Ouvertures des Commerces le Dimanche

La loi N°2015-990 du 6 Août 2015, dite loi Macron, a introduit de nouvelles dispositions concernant les dérogations au repos dominical.

L'article L.3132-26 modifié du Code du Travail dispose que :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du Conseil Municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Après consultation des commerces de la Commune, La Municipalité d'Auchel permet leur ouverture pour 2017, les dimanches suivants :

- 8 et 15 Janvier
- 18 Juin
- 2 Juillet
- 3 et 17 Septembre
- 26 Novembre
- 3,10,17,24 et 31 Décembre

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à accorder l'ouverture des commerces aux dates fixées ci-dessus.

Résultat du vote : 30 voix pour et 1 abstention.

40 - Dossiers Réno-Vitrines

Par la délibération N°33 du 19 Avril 2016, le Conseil Municipal a décidé de prolonger l'opération de développement durable du commerce et de l'artisanat sur la commune d'Auchel.

Cette aide se concrétise par la prise en charge à hauteur de 40% des travaux de rénovation, sur un montant plafond de travaux de 5 000,00€ HT par entreprise, soit 2000€ d'aide Maximum par entreprise.

A cet effet, trois dossiers Réno-Vitrines ont été déposés par les commerçants Auchellois à savoir :

Dossier « Boulangerie Wattel » 92 rue Jean Jaurès

Travaux réalisés	Entreprise	Coût H.T.	Prime Réno-Vitrines
Store	Pro Elec	1510,00€	604,00€

Peinture	Sarl N.C.D	2033,35€	813,34€
Enseigne	Label'Comm	870,00€	348,00€
TOTAL		4413,35€	1765,34€
Prime attribuée			1765.34€

Dossier « Vesti Mode » 8 rue Raoul Briquet

Travaux réalisés	Entreprise	Coût H.T.	Prime Réno-Vitrines
Enseigne	Label'Comm	2760,60€	1104,24€
Agencement Intérieur	Retif	4551,97€	1820,79€
TOTAL		7312,57€	2925.03€
Prime attribuée			2000.00€

Dossier « TNS Médical » 42 rue Florent Evrard

Travaux réalisés	Entreprise	Coût H.T.	Prime Réno-Vitrines
Façade	Art & Pub	8806,50€	3522,60€
TOTAL		8806,50€	3522.60€
Prime attribuée			2000.00€

Total général des primes attribuées		5765,34€

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à **verser la subvention aux commerçants** telle que définie ci-dessus.

Résultat du vote : Unanimité.

41 - Prolongation de l'opération Réno-Vitrines sur l'année 2017

En soutien de la politique de Développement Economique, commerciale et artisanale qu'elle impulse, la ville d'Auchel souhaite prolonger **l'opération Réno-Vitrine pour l'année 2017.**

Pour ce faire, il est proposé d'accompagner les entreprises commerciales, artisanales, ou prestataires de services, dans leurs investissements liés à la rénovation de leurs locaux.

A - INVESTISSEMENTS ELIGIBLES :

Cette action consiste à accorder une subvention pour tout investissement concernant:

A-1 - L'amélioration du visuel de l'activité commerciale (vitrines) :

- l'embellissement de la vitrine, de la façade et de l'enseigne
- l'éclairage extérieur et intérieur de la vitrine
- les éléments de présentation des produits installés dans la vitrine (podium, décor)
- les éléments de signalétique extérieure
- les éléments de sécurisation du local commercial et artisanal

A-2 - Les aménagements intérieurs contribuant à l'amélioration de l'esthétique :

- Accueil client
- décoration, rénovation du point de vente
- présentoirs
- agencement magasin

B – CRITERES D'ATTRIBUTION DE LA PRIME PAR DOSSIER :

- **Plafond total des investissements retenus** : 5 000 € H.T (visuel/vitrine et aménagements intérieurs le cas échéant)
- **Taux d'intervention**: 40 % du montant des investissements éligibles
- **Le montant de subvention maximum sera donc de 2000 euros.**

Ainsi, Il est demandé au Conseil Municipal **d'autoriser le Maire à prolonger l'opération Réno-vitrine en 2017 dans les conditions ci-dessus mentionnées.**

Résultat du vote : Unanimité.

CHAPITRE VIII – Multi Accueil

42 - Ateliers de lecture à la structure multi-accueil

La Municipalité souhaite reconduire au sein de la structure multi-accueil, un atelier ayant pour objectif de sensibiliser dès le plus jeune âge les enfants à la lecture mais aussi d'étoffer leur vocabulaire et leur imaginaire.

Ces interventions de lecture à voix haute animées par Marie-Françoise TEN, lectrice-formatrice de l'association « Lis avec moi », d'une durée de 2 heures, se dérouleront à raison de 21 séances sur l'année 2017, pour un montant TTC de 2.940,00€.

Cette prestation pourra bénéficier de l'aide au fonctionnement versée par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la Prestation de Service Unique.

Il est demandé au Conseil Municipal **d'autoriser le Maire à mettre en place les ateliers de lecture** au sein de la structure multi-accueil.

Résultat du vote : Unanimité.

Communications

- **Liste des marchés signés en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT.**
- **Décision 2016-5**
- **Décision 2016-6**

(documents joints en annexe)

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20H25

Le secrétaire de séance

Hervé DUQUESNE

Le Maire

Richard JARRETT